

FFG

Société anonyme qualifiée de Société d'Investissement à Capital

Variable

1, rue du Potager, L-2347 Luxembourg

CONSTITUTION DE SOCIETE du 23 décembre 2016

NUMERO 3814/2016

L'an deux mille seize, le vingt-trois décembre.

Par devant Nous, Maître **Henri Hellinckx**, notaire de résidence à [Luxembourg], Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Funds for Good S.A., une société anonyme ayant son siège social situé au 68, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg et inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B156449,

représentée par Jil Lanners, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 21 décembre 2016 (cette procuration étant enregistrée *ne varietur* avec le présent acte).

La partie comparante a demandé au notaire soussigné d'arrêter les statuts d'une société à capital variable sous la dénomination **FFG**, laquelle est constituée par les présentes:

« Article 1. Dénomination

Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront actionnaires une société en la forme d'une société anonyme sous le régime d'une société d'investissement à capital variable dénommée « **FFG** » (la « Société »).

Article 2. Siege social

Le siège social de la Société est établi dans la Commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social de la Société peut être transféré à l'intérieur de la même commune ou dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale ou par décision du conseil d'administration de la Société (collectivement le « Conseil d'Administration » ou les « Administrateurs » et individuellement un « Administrateur »), auquel cas le Conseil d'Administration aura le pouvoir de modifier les présents statuts (les « Statuts ») en conséquence. Il peut être créé par simple décision du Conseil d'Administration des filiales, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le Conseil d'Administration peut décider de transférer provisoirement le siège social de la Société à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise.

Article 3. Durée

La Société est établie pour une période illimitée. Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification de Statuts.

Article 4. Objet

L'objet exclusif de la Société est de placer les fonds dont elle dispose dans des valeurs mobilières, des instruments du marché monétaire, et dans d'autres avoirs autorisés visés dans la Partie I de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, telle que modifiée (la "Loi

de 2010"), y compris des actions ou des parts d'autres organismes de placement collectif, dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de son portefeuille.

La Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son but au sens le plus large dans le cadre de la Loi de 2010.

Article 5. Capital social

Le capital de la Société sera représenté par des actions entièrement libérées sans valeur nominale et sera à tout moment égal à la valeur totale des actifs nets de la Société tels que définis à l'article 13 des présents Statuts.

Le capital minimum de la Société ne peut être inférieur au montant minimum prescrit par la Loi de 2010. Le Conseil d'Administration est autorisé à tout moment à émettre des actions supplémentaires entièrement libérées à un prix basé sur la valeur nette d'inventaire par action ou sur les valeurs nettes d'inventaire respectives par action déterminé conformément à l'article 13 des présents Statuts, sans réserver aux actionnaires anciens un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le Conseil d'Administration peut déléguer à tout Administrateur dûment autorisé ou à tout fondé de pouvoir de la Société, ou à toute autre personne ou entité dûment autorisée la charge d'accepter les souscriptions et de délivrer les actions nouvelles et de recevoir en paiement le prix de telles actions nouvelles.

Article 6. Classe d'actions

Les actions qui seront émises selon l'article 10 des présents Statuts peuvent être, suivant ce que déterminera le Conseil d'Administration, de différentes classes. Le produit de l'émission de chacune de ces classes sera investi en titres de tous types et autres actifs autorisés par la loi et conformément à la politique d'investissement déterminée par le Conseil d'Administration pour chaque compartiment (tel que déterminé ci-après) en fonction de la classe ou des classes d'actions concernées, soumis au principe de répartition des risques défini par la Loi de 2010 et toutes les restrictions

d'investissement déterminées par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut à tout moment établir un pool d'actifs constituant un portefeuille d'actifs (« compartiment ») pour une classe d'actions ou pour plusieurs classes d'actions suivant ce qui est indiqué à l'article 13 des présents Statuts et dans le respect des dispositions de la Loi de 2010 et la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la « Loi de 1915 »). A l'égard des actionnaires, le portefeuille d'actifs de chaque compartiment sera investi au profit exclusif de la classe d'actions afférente ou des classes d'actions afférentes. La Société sera considérée comme une seule entité légale. Toutefois, à l'égard des tiers, en particulier à l'égard des créanciers de la Société, chaque compartiment ne répondra que des dettes qui peuvent spécifiquement lui être attribuées.

Le Conseil d'Administration peut créer chaque compartiment pour une durée illimitée ou limitée ; dans ce dernier cas, le Conseil d'Administration peut, à l'expiration de la période initiale, proroger une ou plusieurs fois la durée du compartiment concerné. A l'expiration de la durée du compartiment, la Société remboursera toutes les actions de la classe ou des classes concernées, en application des dispositions des présents Statuts.

A chaque prorogation d'un compartiment, les actionnaires en seront dûment avertis conformément à la loi et aux règlements applicables. Le Prospectus (tel que modifié) relatif aux actions de la Société indiquera la durée de chaque compartiment, et le cas échéant, sa prorogation.

Les classes d'actions peuvent différer entre elles en termes de droits de souscription ou de remboursement spécifiques, de politique de couverture de taux de change spécifique, de politique de distribution spécifique, de devises dans lesquelles sont libellées les actions, de politique de commission de gestion ou de conseil ou tout autre caractéristique applicable à une classe d'actions. Les caractéristiques de chaque classe d'actions seront détaillées dans le Prospectus.

Pour déterminer le capital de la Société, les avoirs nets correspondant

à chacune des classes d'actions seront, s'ils ne sont pas exprimés en EUR (euros), convertis en EUR et le capital sera égal au total des avoirs nets de toutes les classes d'actions.

Les actions des différentes classes confèrent à leurs détenteurs le droit de vote sur toute matière venant devant l'assemblée générale des actionnaires. Les droits conférés aux fractions d'actions seront exercés au prorata des fractions détenues par un actionnaire, à l'exception du droit de vote, ce dernier ne pouvant être exercé que par action entière.

Les actions de chaque compartiment participeront de manière égale aux profits, dividendes et tout produit de liquidation (tenant compte, le cas échéant, des valeurs nettes d'inventaire respectives des actions, en cas d'émission de plusieurs classes d'actions au sein d'un compartiment donné). Les actions ne porteront aucune mention de valeur et ne porteront aucun droit de préférence ou droit de préemption.

Article 7. Restriction à la détention d'actions

Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'imposer ou d'annuler des restrictions relatives à l'acquisition ou la détention d'actions de la Société qu'il jugera utiles, en vue d'assurer qu'aucune action de la Société ne sera acquise ou détenue par ou pour le compte (a) d'une personne en violation avec les lois ou les exigences d'un pays ou d'une autorité gouvernementale ou réglementaire (y compris par toute personne sujette aux, ne respectant pas, les exigences imposées par *le Foreign Account Tax Compliance Act* (« FATCA ») ou le Common Reporting Standard (« CRS »)) ou (b) de toute personne dont la situation, de l'avis du Conseil d'Administration, pourrait amener la Société à encourir une dette fiscale (y compris toute dette fiscale résultant, entre autres, des exigences imposées par FATCA et CRS ou de tout manquement à celles-ci) ou tout autre préjudice qu'elle n'aurait pas autrement subi(e).

À cet effet, la Société peut:

(a) refuser d'émettre des actions ou d'inscrire un transfert d'actions lorsqu'il apparaît que cette émission ou ce transfert aurait ou pourrait avoir

pour conséquence d'attribuer la propriété réelle directe ou la propriété réelle indirecte de ces actions à une personne qui n'a pas le droit d'être actionnaire de la Société; et/ou

(b) demander à tout moment à toute personne dont le nom figure au registre des actionnaires, de lui fournir tout renseignement et certificat qu'elle estime nécessaires, éventuellement appuyés d'une déclaration sous serment, en vue de déterminer si ces actions appartiennent ou non en propriété réelle à une personne qui n'a pas le droit d'être actionnaire dans la Société; et/ou

(c) enjoindre à cette (ces) personne(s) de vendre leurs actions et de prouver cette vente à la Société dans les trente jours de cette injonction; et/ou

(d) procéder au rachat forcé de toute action détenue par une telle personne s'il apparaît qu'une personne qui n'a pas le droit d'être actionnaire de la Société conformément à cet Article, est, soit seule, soit ensemble avec d'autres personnes, le propriétaire réel ou inscrit au registre des actionnaires de la Société. Dans ce cas, la procédure suivante s'appliquera:

(1) la Société enverra un avis (appelé ci-après l'"avis de rachat") à l'actionnaire possédant ces actions ou apparaissant au registre des actionnaires comme étant le propriétaire des actions, lequel spécifiera les actions à racheter selon ce qui est dit ci-dessus, le prix de rachat à payer pour ces actions et l'endroit où ce prix de rachat sera payable. Cet avis de rachat peut être envoyé à l'actionnaire par lettre recommandée adressée à sa dernière adresse connue ou à celle inscrite dans le registre des actionnaires. Les détenteurs d'actions dématérialisées doivent être informés par publication de l'avis de rachat dans un ou plusieurs journaux luxembourgeois et dans un ou plusieurs journaux des pays où les actions sont commercialisées, comme déterminés par le Conseil d'Administration. L'actionnaire en question sera alors obligé de remettre à la Société sans délai le ou les certificats, s'il y en a, représentant les actions spécifiées dans l'avis de rachat. Dès la fermeture des bureaux au jour spécifié dans l'avis de

rachat, l'actionnaire en question cessera d'être propriétaire des actions spécifiées dans l'avis de rachat; s'il s'agit d'actions nominatives son nom sera rayé en tant que titulaire de ces actions du registre des actionnaires;

(2) le prix auquel lesdites actions seront rachetées (le "prix de rachat") sera d'un montant égal au prix par action des actions de la classe d'actions concernée, déterminé conformément à l'article 13 des présents Statuts;

(3) le paiement du prix de rachat sera fait à l'actionnaire qui apparaît comme étant le propriétaire des actions dans la devise déterminée par le Conseil d'Administration et sera déposé par la Société au Luxembourg ou ailleurs (tel que précisé dans l'avis de rachat) pour paiement à cette personne, mais seulement, si un certificat d'actions y relatif a été émis, contre remise du ou des certificats, représentant les actions indiquées dans l'avis de rachat. Dès le paiement du prix susmentionné, aucune personne ayant un intérêt dans les actions mentionnées dans l'avis de rachat ne pourra plus faire valoir de droit au titre de ces actions ni ne pourra exercer aucune action contre la Société et ses actifs, sauf le droit de l'actionnaire apparaissant comme le propriétaire des actions de recevoir le prix ainsi déposé (sans intérêts) selon ce qui précède;

(4) l'exercice par la Société des pouvoirs conférés par le présent Article ne pourra en aucun cas être remis en question ou invalidé au motif qu'il n'y aurait pas eu de preuve suffisante de la propriété des actions dans le chef d'une personne, ou qu'une action appartenait à une personne autre que celle que la Société pensait en envoyant l'avis de rachat, à la seule condition que la Société ait exercé ses pouvoirs en toute bonne foi; et/ou

(e) refuser, lors de toute assemblée des actionnaires de la Société, le droit de vote à toute personne qui n'a pas le droit d'être actionnaire de la Société.

La Société pourra notamment limiter ou interdire l'acquisition ou la détention d'actions de la Société par tout "ressortissant des Etats-Unis" et les dispositions qui précèdent s'appliqueront alors.

Le terme "ressortissant des Etats-Unis d'Amérique", tel qu'il est utilisé dans les présents Statuts signifiera tout ressortissant, citoyen ou résident des Etats-Unis d'Amérique ou d'un de leurs territoires ou possession sous leur juridiction, ou des personnes qui y résident normalement (y compris la succession ou "trust" de toutes personnes, autre qu'une succession ou un "trust" dont le revenu provenant de sources situées en dehors des Etats-Unis d'Amérique (qui n'est pas en relation effective avec la poursuite d'une activité commerciale ou d'une affaire dans les Etats-Unis d'Amérique) n'est pas inclus dans le revenu brut pour les besoins de la détermination de l'impôt fédéral U.S. sur le revenu ou sociétés ou associations y établies ou organisées).

Le Conseil d'Administration peut, à son gré, modifier ou clarifier le terme mentionné ci-dessus dans le prospectus de la Société (le « Prospectus »).

En complément de ce qui précède, le Conseil d'Administration peut limiter l'émission et le transfert d'actions d'une classe d'actions aux investisseurs institutionnels au sens de l'article 174 de la Loi de 2010 ("Investisseur(s) Institutionnel(s)"). Le Conseil d'Administration peut, discrétionnairement, suspendre l'acceptation d'une demande de souscription pour des actions d'un compartiment ou d'une classe réservé(e) aux Investisseurs Institutionnels jusqu'au moment où la Société aura reçu une preuve suffisante que le demandeur est un Investisseur Institutionnel. S'il apparaît à n'importe quel moment qu'un détenteur d'actions d'un compartiment ou d'une classe réservé(e) aux Investisseurs Institutionnels n'est pas un Investisseur Institutionnel, le Conseil d'Administration peut convertir les actions en question en actions d'un compartiment ou d'une classe non réservé(e) aux Investisseurs Institutionnels (pourvu qu'il existe un compartiment ou une classe avec des caractéristiques similaires) ou racheter de manière obligatoire les actions en question, conformément aux dispositions prévues dans le présent article. Le Conseil d'Administration refusera de donner effet à tout transfert d'actions et en conséquence refusera

d'inscrire un transfert d'actions au registre des actionnaires dans des circonstances où ce transfert mènerait à une situation où des actions d'un compartiment ou d'une classe réservé(e) à des Investisseurs Institutionnels seraient, après ce transfert, détenues par une personne qui n'est pas un Investisseur Institutionnel.

En sus de toute responsabilité sous n'importe quelle loi, toute personne n'étant pas un Investisseur Institutionnel ou n'ayant pas le droit d'être actionnaire de la Société (tel que décrit ci-dessus), détenant des actions d'un compartiment ou d'une classe, tiendra quitte et indemne la Société, le Conseil d'Administration, les autres actionnaires du compartiment ou de la classe en question et les représentants de la Société pour tous dommages, pertes et frais découlant ou connexes à cette détention si la personne en question a fourni une documentation prêtant à confusion ou fausse, ou s'il a fait des déclarations trompeuses ou fausses pour obtenir à tort le statut d'Investisseur Institutionnel ou d'actionnaire éligible ou s'il a manqué d'informer la Société de la perte de ce statut.

Article 8. Forme des actions

Les actions seront émises sans indication de valeur nominale et seront entièrement libérées. Toutes les actions, quel que soit le compartiment et la classe à laquelle elles appartiennent, seront en principe émises sous forme nominative au nom du souscripteur, matérialisée par l'enregistrement de l'actionnaire dans le registre des actionnaires. Dans la mesure autorisée, et les conditions prévues, par la loi, le Conseil d'Administration peut décider à sa discrétion d'émettre également des actions dématérialisées ou des certificats d'actions globaux prenant la forme de certificats d'actions globaux au porteur déposés auprès d'un système de règlement des opérations sur titres (« Certificats d'Actions Globaux »). Les détenteurs d'actions nominatives peuvent, sous les mêmes conditions, demander la conversion de leurs actions en actions dématérialisées. Les coûts résultant de cette conversion des actions nominatives en actions dématérialisées à la demande des titulaires d'actions seront supportés par ces derniers, à moins

que le Conseil d'Administration décide, à sa discrétion, que tout ou partie de ces coûts doivent être supportés par la Société.

Le Conseil d'Administration a le droit de décider d'émettre des certificats d'actions nominatives (ou de décider de ne pas émettre de certificats d'actions nominatives), auquel cas un certificat d'enregistrement nominatif peut être produit à la demande expresse de l'actionnaire. Si un actionnaire nominatif désire que plus d'un certificat soit émis pour ses actions le coût de ces certificats additionnels pourra être mis à charge de l'actionnaire. La propriété des actions émises sous forme dématérialisée ou prenant la forme de Certificats d'Actions Globaux devra être constatée conformément aux lois en vigueur et/ou aux dispositions prévues par la documentation commerciale de la Société.

Le registre des actionnaires sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société. Chaque inscription du registre doit indiquer le nom de chaque propriétaire d'actions nominatives, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'actions qu'il détient et le montant payé sur chacune des actions. Tout transfert d'actions entre vifs ou à cause de mort sera inscrit au registre des actionnaires et cette inscription sera signée par un ou plusieurs agents autorisés de la Société ou une ou plusieurs personnes nommées à cet effet par le Conseil d'Administration.

Le transfert d'actions nominatives se fera, si des certificats ont été émis, par la remise à la Société des certificats représentant ces actions, ensemble avec tous autres documents de transfert exigés par la Société, et s'il n'a pas été émis de certificats, par une déclaration de transfert écrite portée au registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou par leur mandataire justifiant des pouvoirs requis. Le transfert d'actions dématérialisées ou d'actions prenant la forme de Certificats d'Actions Globaux, dans le cas où ils seraient émis, devra être effectué conformément aux lois en vigueur et/ou aux dispositions prévues par la documentation commerciale de la Société.

Au cas où l'émission de certificats nominatifs a été décidée par le Conseil d'Administration et sauf pour les actionnaires qui ont accepté que tous les avis et annonces leur soient envoyés par e-mail, tout propriétaire d'actions nominatives souhaitant obtenir un certificat d'enregistrement nominatif devra fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les communications et toutes les informations pourront être envoyées. Cette adresse sera inscrite également sur le registre des actionnaires.

Au cas où un actionnaire en nom ne fournit pas d'adresse à la Société, mention pourra en être faite au registre des actionnaires, et l'adresse de l'actionnaire sera censée être au siège social de la Société ou à telle autre adresse qui sera fixée par la Société, ceci jusqu'à ce qu'une autre adresse soit fournie par l'actionnaire. L'actionnaire pourra à tout moment faire changer l'adresse portée au registre des actionnaires par une déclaration écrite envoyée à la Société à son siège social, ou à telle autre adresse qui sera déterminée par la Société.

Les actions ne seront émises que sur base de l'acceptation de la souscription et moyennant réception du prix à payer selon l'article 10 des présents Statuts.

Les fractions peuvent être émises avec un maximum de cinq décimales, suivant ce que décidera le Conseil d'Administration.

Les avis et annonces de la Société aux détenteurs d'actions dématérialisées ou d'Actions prenant la forme de Certificats d'Actions Globaux, dans le cas où ils seraient émis, devront être effectués conformément aux lois en vigueur et/ou aux dispositions prévues par la documentation commerciale de la Société.

Article 9. Perte, détérioration ou destruction des certificats d'actions

Lorsqu'un actionnaire peut prouver de façon satisfaisante à la Société que son certificat d'actions a été égaré, endommagé ou détruit, alors un duplicata du certificat d'actions peut être émis à sa demande, aux conditions et garanties que la Société déterminera. Dès l'émission du nouveau certificat

d'actions, sur lequel il devra être mentionné qu'il s'agit d'un duplicata, l'original du certificat d'actions à la place duquel le nouveau certificat d'actions a été émis deviendra caduc.

Les certificats d'actions endommagés peuvent être échangés sur ordre de la Société. Ces certificats endommagés seront remis à la Société et immédiatement annulés.

La Société peut, à son gré, faire supporter à l'actionnaire le coût du duplicata ou du nouveau certificat d'actions et de toutes les dépenses justifiées encourues par la Société en relation avec l'émission et l'inscription au registre ou avec l'annulation de l'ancien certificat d'actions.

Article 10. Emission d'actions

Pour chaque compartiment, le Conseil d'Administration est autorisé à tout moment et sans limitation à émettre des actions supplémentaires entièrement libérées, sans réserver aux actionnaires anciens un droit préférentiel de souscription.

Le Conseil d'Administration peut imposer des restrictions quant à la fréquence d'émission des actions d'une classe dans un compartiment ; en particulier, le Conseil d'Administration peut décider que les actions d'une classe d'un compartiment ne seront émises que durant certaines périodes d'émission ou à telle périodicité fixée par le Prospectus.

A chaque fois que la Société autorisera l'émission d'actions, le prix de souscription par action auquel ces actions seront émises sera égal à la valeur nette par action de la classe d'actions concernée au sein du compartiment en question, conformément à l'article 13 des présents Statuts, au jour d'évaluation approprié tel que fixé le cas échéant par le Conseil d'Administration. Ce prix de souscription peut être augmenté par un pourcentage estimé du coût d'investissement du produit d'émission, d'une commission de vente et autres frais (tels que, entre autres, les prélèvements de dilution ou les charges fiscales), selon ce que décidera le Conseil d'Administration. Le prix de souscription, le cas échéant augmenté d'un pourcentage susmentionné, devra être payé endéans le délai fixé par le

Conseil d'Administration et publié pour chaque compartiment dans le Prospectus.

Le Conseil d'Administration peut déléguer à tout Administrateur ou à tout directeur de la Société ou à toute autre personne dûment autorisée la charge d'accepter les souscriptions et recevoir en paiement le prix de telles souscriptions et de les remettre à la Société.

Au cas où le prix de souscription ne serait pas reçu, la Société peut procéder au remboursement des actions émises tout en conservant le droit de réclamer toute commission ou autres frais et droits.

Sous réserve des dispositions prévues par la loi, et moyennant un rapport d'évaluation de la part du réviseur d'entreprises de la Société si la loi ou la réglementation le requiert, le Conseil d'Administration peut, à sa discrétion, autoriser l'émission d'actions dont le prix de souscription pourra être réglé par apports en nature de titres ou autres actifs pour autant que ces apports en nature de titres ou autres actifs correspondent à la politique d'investissement du compartiment et respectent les restrictions d'investissement afférentes. Le Conseil d'Administration ne fera usage de cette souscription en nature, à sa discrétion, que si l'actionnaire concerné y consent et que si ce transfert n'affecte pas les autres actionnaires de manière négative. Tous les coûts afférents à une souscription par apport en nature de titres ou autres actifs seront mis à charge de l'actionnaire en question à moins que le Conseil d'Administration ne considère cette souscription en nature comme étant dans l'intérêt de la Société auquel cas, tout ou partie de ces coûts pourront être mis à la charge de la Société.

Article 11. Rachat d'actions

Sauf les cas d'interdiction prévus par le Conseil d'Administration dans le Prospectus à l'égard d'un compartiment ou d'une classe d'actions au sein d'un compartiment, chaque actionnaire aura le droit, suivant les dispositions, conditions et restrictions décidées par le Conseil d'Administration, de demander à la Société de racheter tout ou partie des actions qu'il détient, étant entendu que le Conseil d'Administration peut

imposer certaines restrictions quant à la fréquence à laquelle les actions peuvent être rachetées à l'égard de chaque compartiment.

Les actions feront l'objet d'un remboursement forcé au cas où elles cessent d'être détenues par un actionnaire éligible.

Les actions feront également l'objet d'un remboursement dans tous les autres cas prévus par le Prospectus.

Le prix de remboursement par action sera égal à la valeur nette par action de la classe d'actions concernée au sein du compartiment en question, conformément à l'article 13 des présents Statuts. Ce prix de remboursement sera diminué, le cas échéant, par un pourcentage estimé du coût des frais et dépenses (tels que, entre autres, les frais de rachat, les prélèvements de dilution, les frais d'acquisition reportés conditionnels ou les charges fiscales) de la Société tels qu'indiqués dans le Prospectus pour chaque compartiment et/ou classe d'actions. Le prix de remboursement sera arrondi à l'unité la plus proche dans la devise déterminée par le Conseil d'Administration.

En cas de demandes significatives de remboursement d'actions dans un compartiment, la Société peut, mais n'est pas obligée de, décider que tout ou partie des remboursements sera postposé et elle procédera alors à ces remboursements à un prix de remboursement qui sera déterminé après la vente des titres auxquelles il y a lieu de procéder dans le délai le plus court possible et lorsque la Société aura à sa disposition le produit de ces ventes. Afin d'assurer un traitement équitable à tous les investisseurs, un tel délai dans le traitement des remboursements s'appliquera à tous les investisseurs ayant demandé le remboursement de leurs actions et s'appliquera à l'ensemble des demandes de remboursements d'actions. Un seul prix de remboursement sera calculé pour l'ensemble des demandes de remboursements présentées au même moment. Lors de la date d'évaluation qui suivra, ces demandes de remboursement bénéficieront d'un traitement prioritaire par rapport aux demandes subséquentes.

Chaque demande de remboursement doit être présentée par une demande écrite de l'actionnaire au siège social de la Société ou toute autre

entité dûment autorisée à cet effet. Les demandes doivent indiquer le nom de l'actionnaire, le compartiment, la classe d'actions, le nombre d'actions à racheter ou le montant, ainsi que les instructions nécessaires pour effectuer le paiement du montant de remboursement.

Le Conseil d'Administration peut déléguer à tout Administrateur ou à tout directeur de la Société ou à toute autre agent dûment autorisé à cet effet la charge d'accepter les demandes de remboursement et effectuer le paiement du prix de remboursement afférent.

Le prix de remboursement sera payé dans la période alors déterminée par le Conseil d'Administration et publiée dans le Prospectus pour chaque compartiment.

Sous réserve des dispositions prévues par la loi, et moyennant un rapport d'évaluation de la part du réviseur d'entreprises de la Société si la loi ou la réglementation le requiert, le Conseil d'Administration peut, à sa discrétion, autoriser le remboursement d'actions par un paiement en nature au moyen de titres et autres actifs du compartiment à concurrence du montant de remboursement. Le Conseil d'Administration ne fera usage de ce remboursement en nature, à sa discrétion, (i) que si les actionnaires concernés y consentent et (ii) que si ce transfert n'affecte pas les autres actionnaires de manière négative. Tous les coûts afférents à un remboursement par paiement en nature en titres ou autres actifs seront mis à charge de l'actionnaire en question à moins que le Conseil d'Administration ne considère ce rachat en nature comme étant dans l'intérêt de la Société auquel cas, tout ou partie de ces coûts pourront être mis à la charge de la Société.

Ni le Conseil d'Administration, ni la banque dépositaire de la Société ne peuvent être tenus responsables pour tout défaut de paiement résultant de toute demande liée à un contrôle de change ou autres circonstances qui sont en dehors de leur contrôle et qui auraient pour effet une restriction au transfert du produit de remboursement des actions ou le rendrait impossible.

Au cas où un certificat aurait été émis, celui-ci doit obligatoirement

accompagner la demande de remboursement ainsi que tout document nécessaire pour effectuer le transfert, et ceci préalablement au remboursement.

Les actions remboursées par la Société seront annulées.

Article 12. Conversion et transfert d'actions

Sauf les cas d'interdiction prévus dans le Prospectus par le Conseil d'Administration à l'égard d'un compartiment ou d'une classe d'actions, tout actionnaire peut demander, moyennant le respect des échéances, conditions et restrictions fixées par le Conseil d'Administration, la conversion des actions qu'il détient dans un compartiment ou classe d'actions en actions d'un autre compartiment ou d'une autre classe d'actions.

Le Conseil d'Administration peut imposer des restrictions qu'il estimera nécessaire concernant la fréquence des conversions, et peut les soumettre au paiement de frais dont il déterminera le montant de manière raisonnable.

Les conversions seront exécutées sur base des valeurs nettes d'inventaire des actions relevant des différents compartiments ou classes d'actions concernés, calculées lors d'un même jour d'évaluation, conformément aux dispositions de l'article 13 des présents Statuts et en fonction des détails contenus dans le Prospectus.

Si par suite d'une demande de conversion, le nombre d'actions ou la valeur nette d'inventaire des actions détenues par un actionnaire dans un compartiment ou dans une classe d'actions tombe en dessous d'un certain nombre ou montant déterminé par le Conseil d'Administration, la Société a le droit de considérer que la demande de conversion vaut pour le solde complet des actions détenues par cet actionnaire eu égard au compartiment ou à la classe d'actions.

Chaque demande de conversion doit être présentée par l'actionnaire par écrit au siège social de la Société ou toute autre entité dûment autorisée à traiter les demandes de conversion. Les demandes doivent indiquer le nom de l'actionnaire, le compartiment, la classe d'actions, le nombre d'actions à

convertir ou le montant, ainsi que le compartiment ou la classe d'actions vers laquelle se produit la conversion. Au cas où un certificat aurait été émis, celui-ci doit obligatoirement accompagner la demande de conversion. Le cas échéant les nouveaux certificats ne seront produits que si les anciens certificats auront été reçus par la Société.

Les fractions d'actions résultant d'une conversion seront allouées et aucun paiement en espèces ne sera effectué pour la partie correspondant à cette fraction.

Le Conseil d'Administration peut déléguer à tout Administrateur ou à tout directeur de la Société ou à toute autre agent dûment autorisé la charge d'accepter les demandes de conversion.

Les actions qui auront fait l'objet d'une conversion en d'autres actions seront annulées.

Le Prospectus peut prévoir à l'égard d'un compartiment ou d'une classe d'actions que les actions ne seront transférées, déposées en garantie ou attribuées à un investisseur éligible que moyennant le consentement écrit du Conseil d'Administration, une telle autorisation ne pouvant être refusée au-delà du raisonnable. Tout transfert ou attribution d'actions sera conditionnée à l'égard de l'acquéreur ou du bénéficiaire de l'attribution qu'après que le vendeur ait satisfait à l'ensemble de ses obligations du fait de la souscription.

Article 13. Valeur nette d'inventaire

La valeur nette d'inventaire (la « valeur nette d'inventaire ») des actions, pour chaque compartiment et chaque classe d'actions, sera déterminée dans la devise choisie par le Conseil d'Administration et publiée dans le Prospectus en divisant, lors d'un jour d'évaluation, les avoirs nets d'un compartiment ou classe d'actions par le nombre d'actions en circulation dans ce compartiment ou classe d'actions.

La valeur nette d'inventaire par action sera arrondie à la plus proche décimale décidée par le Conseil d'Administration pour chaque compartiment. Si, depuis le moment de la détermination de la valeur nette

d'inventaire, il s'est produit un changement substantiel dans les cours de bourse sur les marchés sur lesquels est traitée une partie substantielle des actifs attribuables à un compartiment ou classe d'action, la Société est autorisée, afin de préserver les intérêts des actionnaires et de la Société, d'annuler la première évaluation et de procéder à une seconde évaluation, auquel cas les demandes de souscription et remboursement seront exécutées sur base de cette seconde évaluation.

L'évaluation des actifs nets des différents compartiments s'effectuera comme suit:

A. Les avoirs nets de la Société comprendront tous les actifs de la Société tels que définis ci-après diminués des dettes et engagements de la Société définis ci-après, lors d'un jour d'évaluation :

Les avoirs de la Société comprendront :

a) toutes les espèces en caisse ou en dépôt, y compris les intérêts courus mais non encore payés;

b) tous les effets et billets payables à vue et les comptes exigibles (y compris les produits de la vente de titres dont le montant n'a pas encore été reçu);

c) tous les titres, parts, actions, obligations, options ou droits de souscription et autres investissements et valeurs mobilières qui sont la propriété de la Société;

d) tous les dividendes et distributions à recevoir par la Société en espèces ou en titres pour autant que la Société puisse, raisonnablement, en avoir connaissance (la Société pourra toutefois faire des ajustements en considération des fluctuations de la valeur marchande des valeurs mobilières occasionnées par des pratiques telles que la négociation ex-dividende ou ex-droits);

e) tous les intérêts courus (non encore payés) produits par les titres qui sont la propriété de la Société, sauf le cas où ces intérêts seraient compris dans le montant principal de ces titres;

f) les coûts de constitution de la Société dans la mesure où ils n'ont pas

été amortis;

g) tous les autres avoirs de quelque nature qu'ils soient y compris les dépenses payées d'avance.

L'évaluation de ces actifs sera déterminée à leur juste valeur de bonne foi suivant les principes suivants:

1. La valeur des espèces en caisse ou en dépôt, effets et billets payables à vue et comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance, des dividendes et intérêts annoncés ou venus à échéance non encore touchés, sera constituée par la valeur nominale de ces avoirs, sauf toutefois s'il s'avère improbable que cette valeur puisse être touchée entièrement ; dans ce dernier cas, la valeur sera déterminée en retranchant un certain montant qui semblera adéquat à la Société en vue de refléter la valeur réelle de ces avoirs.

2. La valeur de toutes valeurs mobilières et/ou instruments du marché monétaire et/ou de tout instrument financier dérivé qui sont négociés ou cotés sur une bourse sera déterminée suivant le dernier prix disponible.

3. La valeur de toutes valeurs mobilières et/ou instruments du marché monétaire et/ou de tout instrument financier dérivé qui sont négociés sur un marché réglementé est basée sur le dernier prix disponible.

4. Dans la mesure où des valeurs mobilières en portefeuille le jour en question ne sont pas négociées ou cotées sur une bourse ou un marché réglementé ou si pour des valeurs cotées ou négociées sur une bourse ou un marché réglementé le prix déterminée conformément au sous-paragraphe 2) ou 3) n'est pas représentatif de la valeur réelle de ces valeurs mobilières, celles-ci seront évaluées sur base de la valeur probable de réalisation laquelle doit être estimée avec prudence et bonne foi.

5. la valeur des instruments financiers dérivés qui ne sont pas cotés sur une bourse de valeurs ou négociés sur un autre marché organisé sera déterminée quotidiennement d'une manière fiable et vérifiée par un professionnel compétent nommé par la Société conformément à la pratique du marché ;

6. les actions ou parts de fonds d'investissement sous-jacents de type ouvert seront évaluées à leurs dernières valeurs nettes d'inventaire disponibles, réduites éventuellement des commissions applicables ;

7. La valeur des instruments du marché monétaire qui ne sont pas cotés sur une bourse de valeurs ou négociés sur un autre marché organisé sera basée sur la valeur nominale plus tous les intérêts capitalisés ou sur base d'amortissement des coûts;

8. dans l'hypothèse où les méthodes de calcul susmentionnées sont inappropriées ou trompeuses, le Conseil d'Administration peut adopter tout autre principe d'évaluation appropriés pour les avoirs de la Société;

9. dans les circonstances où les intérêts de la Société ou de ses actionnaires le justifient (notamment pour éviter les pratiques de market timing), le Conseil d'Administration peut prendre toutes autres mesures appropriées, telles qu'appliquer une méthodologie d'évaluation d'une valeur juste pour ajuster la valeur des avoirs de la Société.

Le Conseil d'Administration est autorisé à adopter d'autres principes d'évaluation adéquats pour évaluer les avoirs du compartiment dans le cas où des circonstances extraordinaires rendraient impossible ou inadéquate la détermination des valeurs suivant les critères spécifiés ci-dessus.

Lors de demandes de souscription ou de rachat importantes, le Conseil d'Administration peut déterminer la valeur des actions sur la base des cours de la séance de Bourse ou de session de marché pendant laquelle elle a pu procéder aux acquisitions ou ventes nécessaires de titres pour le compte du compartiment. Dans ce cas, une seule méthode de calcul sera appliquée à toutes les demandes de souscription ou de remboursement introduites au même moment.

Pour certains compartiments, dans l'intérêt des actionnaires et dans la mesure jugée adéquate par le Conseil d'Administration, tenant compte des conditions de marché et / ou du niveau des souscriptions et des remboursements dans un compartiment déterminé en fonction de la taille de ce compartiment, la valeur nette d'inventaire de ce compartiment pourra être

(i) calculée sur base du prix de souscription ou de remboursement d'actions dans ce compartiment et / ou ajustée par une commission de vente appropriée et les coûts de transaction et (ii) ajusté pour prendre en compte l'impact résultant de la différence entre le prix de transaction et l'évaluation des investissements ou désinvestissements et / ou des commissions de vente et / ou des coûts de transactions encourus.

B. Les dettes et engagements de la Société sont censés comprendre:

a) tous les emprunts, effets en cours et comptes exigibles;

b) tous les frais d'administration, en cours ou dus (y compris la rémunération des gestionnaires et conseillers en investissement, des dépositaires et des mandataires et agents de la Société). Aux fins d'évaluation de ces montants dus, la Société prendra en compte *pro rata temporis* les montants de dépenses, administratives ou autres, de nature récurrente ou périodique ;

c) la Société constitue une seule entité légale. A l'égard des tiers, en particulier des créanciers de la Société, chaque compartiment ne répondra que des seuls engagements qui lui sont attribuables. Les actifs, dettes, dépenses et coûts qui ne peuvent être attribués spécifiquement à un compartiment seront chargés à parts égales à chaque compartiment, ou, pour autant que les montants en cause le justifient, proportionnellement aux actifs nets respectifs. Des provisions adéquates seront faites par compartiment pour les dépenses à supporter par chacun des compartiments et les engagements hors bilan feront l'objet d'une évaluation prudente et de bonne foi.

d) toutes les obligations connues échues ou non échues, y compris toutes obligations contractuelles venues à échéance qui ont pour objet des paiements en espèces ou en nature, y compris le montant des dividendes annoncés par la Société mais non encore payés, dès lors que le jour d'évaluation coïncide avec la date à laquelle se fera la détermination de la personne qui y a, ou aura droit;

e) d'une réserve appropriée pour impôts sur le capital et sur le revenu,

courus jusqu'au jour d'évaluation et fixée par le Conseil d'Administration et d'autres réserves autorisées ou approuvées par le Conseil d'Administration;

f) toutes autres obligations de la Société de quelque nature que ce soit à l'exception des engagements représentés par les fonds propres de la Société. Pour l'évaluation du montant de ces engagements la Société prendra en considération toutes les dépenses administratives et autres dépenses qui ont un caractère régulier ou périodique, par une estimation pour l'année ou toute autre période en répartissant le montant au prorata des fractions de cette période.

C. Les actifs nets attribuables aux actions d'un compartiment seront formés par les actifs de ce compartiment diminué par les dettes et engagements de ce compartiment.

Si, eu égard à un compartiment déterminé, les souscriptions et remboursements sont relatives à une classe d'actions donnée, les actifs nets de ce compartiment attribuables à l'ensemble des actions de cette classe sera majorée ou réduite des montants nets reçus ou payés par la Société sur base de ces souscriptions ou remboursements d'actions.

D) Le Conseil d'Administration établira pour chaque compartiment un portefeuille d'actifs qui seront attribuées, conformément à ce qui est précisé plus haut, aux actions émises eu égard au compartiment et classe d'actions en question conformément au présent article. A cette fin :

a) les produits résultant de l'émission des actions afférentes à un compartiment donné seront attribués, dans les livres de la Société, à ce compartiment et les avoirs, dettes, revenus et frais relatifs à ce compartiment seront attribués à ce compartiment ;

b) si un actif découle d'un autre actif, ce dernier avoir sera attribué, dans les livres de la Société, au même compartiment auquel appartient l'actif dont il découlait et à chaque réévaluation d'un actif, l'augmentation ou la diminution de valeur sera attribuée au compartiment auquel cet actif appartient;

c) lorsque la Société supporte un engagement en rapport avec un actif

d'un compartiment déterminé ou une opération effectuée en rapport avec un actif d'un compartiment spécifique, cet engagement sera attribué à ce même compartiment;

d). Les actifs, dettes, dépenses et coûts qui ne peuvent être attribués spécifiquement à un compartiment seront chargés à parts égales à chaque compartiment, ou, pour autant que les montants en cause le justifient, proportionnellement aux actifs nets respectifs. La Société constitue une seule entité juridique.

e) lors du paiement d'un dividende relatif aux actions de distribution d'un compartiment donné, la valeur des actifs nets de ce compartiment attribuables aux actions de distribution sera diminuée du montant de ces dividendes conformément à l'article 6 des présents Statuts.

E. Pour les besoins de cet article:

a) chaque action de la Société qui sera en voie d'être rachetée suivant l'article 11 des présents Statuts, sera considérée comme action émise et existante jusqu'à la fermeture des bureaux à la date d'évaluation s'appliquant au rachat de telle action et son prix de remboursement sera, à partir de ce jour et jusqu'au moment de son paiement, considéré comme un engagement de la Société;

b) chaque action de la Société qui sera en voie d'être émise en fonction d'une demande de souscription reçue, sera considérée comme une action effectivement émise à compter de la fermeture des bureaux à la date d'évaluation s'appliquant à la souscription de telle action et le prix afférent à cette souscription sera considéré comme un montant dû à la Société à compter de ce jour et jusqu'au moment de sa réception par la Société ;

c) tous investissements, soldes en espèces ou autres avoirs de la Société qui ne sont pas exprimés dans la devise dans laquelle la valeur nette d'une classe d'actions donnée ou d'un compartiment donné est exprimée, seront évalués après qu'il aura été tenu compte des taux de change en vigueur au jour et à l'heure de la détermination de la valeur nette des actions, et

d) lors d'un jour d'évaluation, il sera donné effet à tout achat ou vente de valeurs mobilières contractée par la Société à la date d'évaluation, dans la mesure du possible.

F) au cas où, et pour la période afférente, plusieurs classes d'actions seraient créées et seraient en circulation au sein d'un compartiment, les règles d'allocation déterminées ci-dessus s'appliquent mutatis mutandis à chaque classe d'actions.

G) En l'absence d'erreur significative telle que définie par la réglementation luxembourgeoise, chaque décision liée au calcul de la valeur nette d'inventaire prise par le Conseil d'Administration ou par toute banque, société ou autre entité nommée par le Conseil d'Administration aux fins de calculer la valeur nette d'inventaire, sera considérée comme concluante et liante à l'égard de la Société et des actionnaires pour le présent et le futur.

Si, les souscriptions et remboursements d'actions au sein d'un compartiment se font par rapport à une classe d'actions spécifique, les actifs nets de ce compartiment attribuables à l'ensemble des actions de cette classe d'actions seront augmentés ou diminués des sommes reçues ou payées par la Société sur base de ces souscriptions et remboursements. A tout moment, la valeur nette d'inventaire d'une action dans un compartiment ou une classe d'actions spécifique sera égale au montant obtenu en divisant les actifs nets du compartiment attribuables aux actions de cette classe par le nombre total d'actions de cette classe émises et en circulation à ce moment.

Article 14. Fréquence et suspension temporaire du calcul de la valeur nette d'inventaire des actions ainsi que des souscriptions, remboursement et conversions d'actions

(1) Fréquence de calcul de la valeur nette d'inventaire

Pour chaque compartiment, la valeur nette d'inventaire des actions, en ce compris le prix de souscription et de remboursement, sera déterminée périodiquement par la Société ou par un tiers nommé à cet effet par la Société (mais en aucun cas moins de deux fois par mois) conformément à la réglementation et aux lois en vigueur à une fréquence décidée par le Conseil

d'Administration (le jour de la détermination de la valeur nette des avoirs est désigné dans les présents Statuts comme "date d'évaluation"), étant entendu que si une telle date d'évaluation était un jour considéré comme férié par les banques à Luxembourg, cette date d'évaluation serait reportée au jour spécifié dans le Prospectus.

(2) Suspension temporaire du calcul de la valeur nette d'inventaire

La détermination de la valeur nette des actions ainsi que l'émission, le rachat et la conversion des actions d'un ou plusieurs compartiments pourront être suspendus par le Conseil d'Administration dans les circonstances suivantes :

1. pendant toute période pendant laquelle une des principales bourses ou marchés auxquels une partie substantielle des investissements de la Société attribuables à un compartiment sont cotés ou négociés, est fermée pour une autre raison que pour congé normal, ou pendant laquelle les opérations y sont restreintes ou suspendues ;

2. lors de l'existence d'une situation qui constitue une situation d'urgence et de laquelle il résulte que la Société ne peut pas normalement disposer de ses avoirs, attribuables à ce compartiment, ou les évaluer correctement ;

3. lorsque les moyens de communication, qui sont normalement employés pour déterminer le prix ou la valeur des investissements attribuables à un compartiment ou le prix courant ou valeurs sur une bourse, sont hors de service ou restreints ; ou

4. pendant toute période où la Société est incapable de rapatrier des fonds en vue d'effectuer des paiements à la suite du rachat d'actions, ou pendant laquelle un transfert de fonds impliqués dans la réalisation ou l'acquisition d'investissements ou paiements dus à la suite du rachat de ces actions, ne peut être effectué, de l'avis des administrateurs, à un taux de change normal ; ou

5. toute période où il existe, dans l'opinion du Conseil d'Administration, des circonstances inhabituelles rendant la continuation

des négociations d'un compartiment impraticables ou injustes vis-à-vis des actionnaires ; ou

6. en cas de liquidation de la Société ou d'un compartiment, où le rachat sera suspendu à partir de la date à laquelle est donné le premier avis ; ou

7. pendant toute période au cours de laquelle la valeur nette d'inventaire de toute filiale de la Société ne peut être déterminée d'une façon exacte ; ou

8. lorsque l'OPCVM maître d'un compartiment nourricier suspend temporairement le rachat ou la souscription de ses parts, que ce soit de sa propre initiative ou à la demande des autorités compétentes.

La suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire des actions et des souscriptions, remboursements et conversions d'actions d'un compartiment sera notifiée aux autres actionnaires par tout moyen approprié.

Pareille suspension, concernant un compartiment, n'aura aucun effet sur le calcul de la valeur nette d'inventaire, l'émission, le rachat et la conversion des actions des compartiments non concernés.

La Société peut à tout moment et à sa discrétion, temporairement ou de manière permanente arrêter ou limiter l'émission d'actions dans un ou plusieurs compartiments aux ressortissants et / ou résidents ou personnes domiciliées dans certains territoires et états. Il peut aussi leur refuser l'acquisition d'actions si une telle mesure est estimée nécessaire pour protéger les actionnaires et la Société.

De plus, la Société est autorisée à :

1. rejeter à sa discrétion toute demande de souscription d'actions
2. à tout moment racheter d'office les actions acquises en infraction à l'égard d'une mesure d'exclusion.

Art 15. Le Conseil d'Administration

La Société sera administrée par un Conseil d'Administration composé de trois (3) membres au moins; les membres du Conseil d'Administration n'auront pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Les Administrateurs seront élus pour une période maximale de six ans par l'assemblée générale annuelle qui déterminera le nombre d'Administrateurs, leur rémunération et le terme de leur mandat. Les Administrateurs peuvent être révoqués ad nutum par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où un Administrateur serait une personne morale, une personne physique sera désignée de manière permanente pour la représenter et agir en son nom et pour son compte. Cette personne physique est soumise aux mêmes obligations que les autres Administrateurs. Cette personne physique ne peut être révoquée que moyennant la nomination d'une autre personne physique représentant la personne morale.

Au cas où le poste d'un Administrateur devient vacant, les Administrateurs restants pourront temporairement pourvoir à cette vacance ; les actionnaires statueront de manière définitive sur cette nomination lors de leur prochaine assemblée générale.

Article 16. Réunion du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration peut choisir parmi ses membres un président (le « Président »). Il pourra désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un Administrateur et qui devra dresser les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ainsi que des assemblées des actionnaires.

Le Conseil d'Administration se réunira sur la convocation du Président, si un Président est nommé, ou de deux Administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation, en fonction de la marche des affaires.

Le Président, si un Président est nommé, présidera les assemblées générales des actionnaires et les réunions du Conseil d'Administration. En son absence ou si le Conseil d'Administration n'a pas désigné de Président, l'assemblée générale ou le Conseil d'Administration désignera à la majorité des voix un autre Administrateur et, pour une assemblée générale, toute autre personne, pour assumer la présidence de ces assemblées et réunions.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration seront

signés par le Président ou, si aucun Président n'a été désigné, par le président *pro tempore* qui a présidé cette réunion ou par deux Administrateurs.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les Administrateurs au moins vingt-quatre heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée dans l'avis de convocation. On pourra passer outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit, par télégramme, par télécopieur ou tout autre moyen de communication. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Tout Administrateur pourra se faire représenter en désignant par écrit par télégramme, par télécopieur ou par tout autre moyen de communication pouvant prouver cette désignation un autre Administrateur en tant que mandataire. Un Administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout Administrateur peut prendre part à une réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique ou par le truchement d'autres équipements de communication permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre mutuellement ; la participation à cette réunion par de tels moyens équivaudra à une présence effective de la personne concernée à cette réunion.

Les Administrateurs ne pourront agir que dans le cadre de réunions du Conseil d'Administration régulièrement convoquées. Les Administrateurs ne pourront engager la Société par leur signature individuelle, à moins d'y être spécialement autorisés par une résolution du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et agir que si la majorité des Administrateurs est présente ou représentée.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des Administrateurs présents ou représentés. Au cas où, lors d'une réunion du conseil, il y a égalité de voix pour et contre une décision, le Président ou le président *pro*

tempore aura voix prépondérante.

Un Administrateur ne pourra pas prendre part au vote sur tout point à l'égard duquel il se trouve en conflit d'intérêts avec la Société, selon ce qui est stipulé à l'article 21 des présents Statuts. En ce cas, la majorité des voix sera déterminée sans tenir compte de l'Administrateur concerné.

Les résolutions du Conseil d'Administration seront consignées dans des procès-verbaux signés par le Président de réunion ou par deux Administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président de réunion ou par deux Administrateurs.

Les résolutions écrites approuvées et signées par tous les Administrateurs auront le même effet que les résolutions adoptées en réunion. Chaque Administrateur peut approuver une résolution par écrit, par télégramme, télécopie ou tout autre moyen de communication. Une telle approbation sera confirmée par écrit et l'ensemble des documents formera le document qui prouve que la décision a été adoptée.

Article 17. Les pouvoirs du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tout acte d'administration et de disposition dans le cadre de l'objet de la Société. En particulier, le Conseil d'Administration a le pouvoir de déterminer la politique et les objectifs d'investissement ainsi que l'orientation générale de la gestion et les lignes de conduite à suivre dans la gestion et l'administration de la Société, conformément aux indications du Prospectus et conformément à la loi et aux règlements applicables.

(1) Le Conseil d'Administration fixera également toutes les restrictions qui seront périodiquement applicables aux investissements de la Société, conformément à la Partie I de la Loi de 2010, y compris, sans limitations, les restrictions concernant

a) les emprunts de la Société et le gage de ses actifs;

b) le pourcentage maximum de ses actifs qu'elle peut investir dans toute forme ou catégorie de titres et le pourcentage maximum de toute forme

ou catégorie de titres qu'elle peut acquérir.

Le Conseil d'Administration peut décider que les investissements de la Société soient faits (i) en valeurs mobilières et instruments du marché monétaire cotés ou négociés sur un marché réglementé tel que défini par la Loi de 2010, (ii) en valeurs mobilières et instruments du marché monétaire négociés sur un autre marché dans un État Membre (tel que défini par la Loi de 2010) qui est réglementé, opère régulièrement, est reconnu et ouvert au public, (iii) en valeurs mobilières et instruments du marché monétaire admis à la cote officielle d'une bourse de valeurs dans tout autre pays en Europe, Asie, Océanie (y compris l'Australie), sur les continents américains et en Afrique, ou négociés sur un autre marché dans les pays mentionnés ci-dessus, sous réserve qu'un tel marché soit réglementé, opère régulièrement, soit reconnu et ouvert au public, (iv) en valeurs mobilières et instruments du marché monétaire nouvellement émis, sous réserve que les conditions d'émission comportent l'engagement d'effectuer une demande d'admission à la cote officielle d'une des bourses de valeurs ou des autres marchés réglementés mentionnés ci-dessus et sous réserve que cette admission soit effectuée endéans une année après l'émission; ainsi que (v) en tous autres valeurs mobilières, instruments ou autres actifs selon les restrictions déterminées par le Conseil d'Administration en accord avec les lois et réglementations applicables et prévues dans le Prospectus.

Le Conseil d'Administration de la Société peut décider d'investir jusqu'à cent pour cent des actifs nets de chaque compartiment de la Société dans différentes émissions de valeurs mobilières et d'instruments du marché monétaire émis ou garantis par un État Membre, ses collectivités publiques territoriales, un État non-membre de l'Union Européenne, tel qu'accepté par l'autorité de contrôle luxembourgeoise et mentionné dans le Prospectus (incluant, mais sans se limiter aux Etats membres de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques, Singapour ou tout autre membre du Groupe des 20, ou des organismes internationaux à caractère public dont partie un ou plusieurs Etats membres de l'Union européenne) à

condition que, dans l'hypothèse où la Société décide de faire usage de cette disposition, elle détienne, pour le compte du compartiment concerné, des titres appartenant au moins à six émissions différentes au moins sans que les titres appartenant à une même émission ne puissent excéder trente pour cent du total des actifs nets de la classe concernée.

Le Conseil d'Administration peut décider que les investissements de la Société soient faits en instruments financiers dérivés, y compris des instruments assimilables donnant lieu à un règlement en espèces, négociés sur un marché réglementé tel que défini par la Loi de 2010 et/ou des instruments financiers dérivés négociés de gré à gré à condition, entre autres, que le sous-jacent consiste en instruments relevant de l'article 41, paragraphe (1) de la Loi de 2010, en indices financiers, taux d'intérêt, taux de change ou en devises, dans lesquels la Société peut effectuer des placements conformément à ses objectifs d'investissement, tels qu'ils ressortent du Prospectus.

Le Conseil d'Administration peut décider que les investissements d'une classe soient faits de manière à ce qu'ils reproduisent la composition d'un indice d'actions et/ou de titres de créance dans la mesure permise par la Loi de 2010 sous réserve que l'indice concerné soit reconnu comme étant suffisamment diversifié, qu'il constitue un étalon représentatif du marché auquel il se réfère et fasse l'objet d'une publication appropriée.

A moins qu'il n'en soit disposé autrement dans le Prospectus, la Société n'investira pas plus de 10% des actifs nets d'une classe d'actions dans des organismes de placement collectif tels que définis à l'article 41 (1) (e) de la Loi de 2010.

Tout compartiment pourra, dans la mesure la plus large permise par, et selon les conditions prévues dans, les lois et règlements luxembourgeois, mais conformément aux dispositions contenues dans le Prospectus, souscrire, acquérir et/ou détenir des actions émises ou à émettre par une ou plusieurs classes de la Société. Dans ce cas, et aussi longtemps que les actions sont détenues par un compartiment de la Société, leur valeur ne sera

pas prise en compte pour le calcul de l'actif net de la Société aux fins de la vérification du seuil minimum des actifs nets imposés par la Loi de 2010.

Dans les conditions permises par la loi et les règlements luxembourgeois, le Conseil d'Administration peut, à tout moment qu'il juge opportun et dans la mesure la plus large permise par les lois et règlements luxembourgeois, mais conformément aux dispositions du Prospectus, (i) créer tout compartiment sous la forme soit d'un OPCVM nourricier ou d'un OPCVM maître, (ii) convertir toute classe d'actions existante en une classe d'actions de type OPCVM nourricier, ou (iii) remplacer l'OPCVM maître de l'une quelconque de ses classes d'actions OPCVM nourriciers.

Tous les pouvoirs non attribués expressément à l'assemblée générale des actionnaires par la loi ou les présents Statuts relèvent de la compétence du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut, sous sa responsabilité, nommer des comités spéciaux dans le but de réaliser certaines tâches et d'assumer certaines fonctions qu'il lui aura déléguées ou d'accorder des pouvoirs spécifiques par acte notarié ou sous seing privé.

Article 18. Indemnisation des Membres du Conseil d'Administration

La Société pourra indemniser, à concurrence de ce qui est autorisé par la loi et les règlements applicables, tout Administrateur, directeur, fondé de pouvoir, partenaire ou employé, affilié ou personne désignée, des dépenses et frais occasionnés par toutes actions ou procès auxquels il aura été partie en sa qualité d'Administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de la Société ou pour avoir été, à la demande de la Société, Administrateur, directeur, fondé de pouvoir, partenaires ou employés de la Société ou pour toute action exécutée ou omise en relation avec les activités de la Société ou en traitant avec des tiers au profit de la société, pour autant que ces actions ou décisions de ne pas agir aient été prises de bonne foi et ne constituent pas une négligence grave, une infraction délibérée, une violation consciente des lois applicables ou une infraction significative aux présents Statuts.

Article 19. Pouvoir de signature

La Société sera engagée par la signature conjointe de deux Administrateurs ou par la signature individuelle de toute autre personne à qui des pouvoirs auront été délégués par le Conseil d'Administration.

Article 20. Délégation de pouvoirs

Le Conseil d'Administration peut déléguer ses pouvoirs de conduire la gestion journalière et les affaires de la Société et ses pouvoirs d'exécution des actes utiles à la réalisation des objectifs de la Société à une ou plusieurs personnes physiques ou personnes morales, qui n'ont pas besoin d'être membres du Conseil d'Administration, et qui auront les pouvoirs que leur aura délégués le Conseil d'Administration et qui pourront, si le Conseil d'Administration l'autorise, déléguer à leur tour ces pouvoirs.

Le Conseil d'Administration confèrera de tels pouvoirs par acte notarié ou sous seing privé.

Le Conseil d'Administration déterminera les responsabilités de ces personnes et de ces agents ainsi que, le cas échéant, leur rémunération ainsi que la durée de leurs pouvoirs et toutes autres conditions d'exercice de leurs mandats. En particulier, le Conseil d'Administration peut nommer, sous sa responsabilité, des gestionnaires et conseillers en investissement ainsi que des agents administratifs. Le Conseil d'Administration peut conclure des contrats avec ces personnes et sociétés pour la fourniture de services, la délégation de pouvoirs et la détermination de leurs rémunérations qui seront supportées par la Société.

Article 21. Conflit d'intérêts

Aucun contrat et aucune transaction que la Société pourra conclure avec d'autres sociétés ou firmes ne seront affectés ou viciés par le fait qu'un ou plusieurs Administrateurs, directeurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt quelconque dans telle autre société ou firme, ou par le fait qu'il en serait Administrateur, associé, directeur, fondé de pouvoir ou employé. L'Administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou

firme avec laquelle la Société passe des contrats, ou avec laquelle elle est autrement en relation d'affaires, ne sera pas, du fait de l'existence de ce lien, privé du droit de délibérer, de voter et d'agir en ce qui concerne des matières en relation avec pareil contrat ou pareilles affaires.

Au cas où un Administrateur, directeur ou fondé de pouvoir aurait un intérêt personnel dans une éventuelle transaction de la Société, cet Administrateur, directeur ou fondé de pouvoir devra informer le Conseil d'Administration de son intérêt personnel et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote relatif à cette transaction; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de pareil Administrateur, directeur ou fondé de pouvoir à la prochaine assemblée des actionnaires.

Le terme "intérêt personnel", tel qu'il est utilisé à la phrase qui précède, ne s'appliquera pas aux relations ou aux intérêts qui pourront exister de quelque manière, en quelque qualité, ou à quelque titre que ce soit, en rapport avec Funds for Good S.A., ou ses filiales ou sociétés affiliées, ou encore avec toute autre société ou entité juridique que le Conseil d'Administration pourra déterminer, à moins qu'un tel "intérêt personnel" soit considéré comme un conflit d'intérêts au sens des lois et règlements applicables.

Dans la mesure où la Loi de 1915 le permet, si dû aux conflits d'intérêts de certains ou de tous les membres du Conseil d'Administration, le Conseil d'Administration ne peut délibérer et agir valablement sur un élément soumis à son approbation, le Conseil d'Administration peut décider de soumettre un tel élément à l'assemblée générale des actionnaires.

Article 22. Société de gestion

La Société peut conclure une convention de services de gestion avec une société de gestion autorisée en vertu du Chapitre 15 de la Loi de 2010 ou de la Directive 2009/65/CE (la "Société de Gestion") en vertu de laquelle elle désigne une telle Société de Gestion pour lui fournir des services de gestion des investissements, d'administration et de commercialisation au sens de la Loi de 2010.

Article 23. Banque dépositaire

La Société conclura un contrat de dépôt avec une banque qui doit satisfaire aux exigences de la Loi de 2010 ("le Dépositaire"). Toutes les titres, espèces et autres avoirs de la Société seront détenus par ou pour compte du Dépositaire qui assumera vis-à-vis de la Société et de ses actionnaires les responsabilités prévues par la Loi de 2010.

Article 24. Réviseur d'entreprises agréé

La Société désignera un réviseur d'entreprises agréé qui exercera les fonctions prescrites par la Loi de 2010. Le réviseur d'entreprises agréé sera désigné par l'assemblée générale des actionnaires pour une période prenant fin à la prochaine assemblée générale annuelle. Il restera en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé par son successeur.

Article 25. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires

Toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société.

Article 26. Date de l'assemblée générale des actionnaires

L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout endroit à Luxembourg, qui sera fixé dans l'avis de convocation à la date et heure décidée par le Conseil d'Administration mais pas plus tard que six mois après la fin de l'année sociale précédente de la Société.

Article 27. Autres assemblées générales d'actionnaires

Le Conseil d'Administration peut convoquer d'autres assemblées générales des actionnaires. De telles réunions doivent être convoquées si les actionnaires représentant un dixième du capital de la Société en fait la demande.

De telles réunions se pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les actionnaires d'une classe ou de plusieurs classes d'actions afférentes à un compartiment peuvent tenir, à tout moment, des assemblées

générales sur toute matière qui n'ont trait qu'à ce compartiment. De plus, les actionnaires de n'importe quelle classe d'actions peuvent tenir, à tout moment, des assemblées générales sur toute matière qui n'ont trait qu'à cette seule classe d'actions. Les dispositions afférentes à la tenue des assemblées générales de la Société telles que prévues dans les présents Statuts s'appliqueront mutatis mutandis à ces assemblées générales relatives à une classe d'actions ou aux classes d'actions d'un compartiment.

Chaque action donne droit à une voix.

Les actionnaires peuvent agir individuellement ou en donnant procuration à une personne qui n'a pas besoin d'être Administrateur ou actionnaire de la Société.

Article 28. Fonctionnement de l'assemblée

Les quorum et délais requis par la loi régiront les avis de convocation et la tenue des assemblées des actionnaires de la Société dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

La présence ou représentation des actionnaires doit figurer sur une liste de présence.

Le Conseil d'Administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à l'assemblée générale des actionnaires.

Toute action donne droit à une voix, quelle que soit la classe d'actions à laquelle elle appartient et quelle que soit la valeur nette d'inventaire de cette action dans la classe concernée, sauf les restrictions imposées par les présents Statuts.

Dans la mesure où la Loi de 1915 le permet, le Conseil d'Administration peut suspendre le droit de vote de tout actionnaire qui ne remplit pas les obligations qui lui incombent en vertu des Statuts ou de tout document indiquant ses obligations envers la Société et/ou les autres actionnaires.

En cas de suspension du droit de vote d'un ou plusieurs actionnaires en vertu du paragraphe précédent, un tel actionnaire sera convoqué et pourra

assister aux assemblées d'actionnaires mais leurs actions ne seront pas prises en compte pour déterminer si les exigences de quorum et de majorité sont remplies.

Pour ce qui concerne les fractions d'actions, les droits de vote ne pourront être exercés que par action entière.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, télégramme, télex, télécopie ou par un autre moyen capable de prouver cette désignation une autre personne comme mandataire. Cette procuration demeurera valable pour toute assemblée reconvoquée à moins qu'elle n'ait été spécifiquement révoquée. Une société peut donner procuration sous la signature d'un de ses fondés de pouvoirs dûment habilités.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les présents Statuts, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des voix exprimées. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

Le Président, si un Président est nommé, présidera les assemblées générales des actionnaires. En son absence, l'assemblée générale désignera à la majorité simple des voix exprimées une autre personne pour assumer temporairement la présidence.

Article 29. Avis de convocation

Les actionnaires se réuniront sur convocation du Conseil d'Administration à la suite d'un avis énonçant l'ordre du jour envoyés aux actionnaires conformément aux exigences de la loi luxembourgeoise. Dans la mesure où la loi luxembourgeoise le requiert, la convocation sera en plus publiée au Recueil Electronique des Sociétés et Associations de Luxembourg et dans tous autres journaux que le Conseil d'Administration pourra déterminer.

Dans les conditions prévues par les lois et règlements luxembourgeois,

l'avis de convocation à toute assemblée générale des actionnaires peut préciser que les exigences de quorum et de majorité applicables pour cette assemblée seront déterminées par référence aux actions émises et en circulation à une certaine date et heure précédant l'assemblée générale (la "Date d'Enregistrement") et que le droit pour un actionnaire de participer à une assemblée générale des actionnaires et d'exercer des droits de vote attachés à ces actions sera déterminé par référence aux actions qu'il détient à la Date d'Enregistrement.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale des actionnaires et s'ils indiquent avoir été informés auparavant de l'ordre du jour de la réunion, ils peuvent décider à l'unanimité de renoncer aux avis et formalités de convocation.

Les actionnaires doivent fournir à la Société une adresse et, pour ces actionnaires qui ont accepté cette forme d'avis (et dans la mesure où la Loi de 1915 le permet), une adresse électronique à laquelle tous les avis et annonces peuvent être envoyées. En l'absence de toute indication, l'adresse indiquée dans le registre des actionnaires peut être utilisée par la Société. Les actionnaires peuvent, à tout moment, changer leur adresse et/ou adresse e-mail au moyen d'une notification écrite à la Société, sous réserve des dispositions ci-dessous.

Dans la mesure où la Loi de 1915 le permet, l'avis de l'assemblée générale peut également être envoyé par email à un actionnaire qui a fourni à la Société une adresse email au moins quinze (15) jours avant la date à laquelle l'assemblée générale ainsi convoquée aura lieu, par service de messagerie ou tout autre moyen de communication accepté par un tel actionnaire et remplissant les conditions prévues par la Loi de 1915. Un tel actionnaire peut à tout moment révoquer son consentement à un moyen de communication de convocation autre que la lettre recommandée, à condition que sa révocation soit reçue par la Société au moins quinze (15) jours avant la date à laquelle l'assemblée générale ainsi convoquée aura lieu. Le Conseil d'Administration est libre de déterminer le moyen de convocation qui est le

plus approprié au cas par cas et peut choisir de convoquer les actionnaires par des moyens différents. Par exemple, le Conseil d'Administration peut, pour la même assemblée générale, convoquer par email les actionnaires ayant fourni leur adresse email à temps et les autres actionnaires par lettre recommandée ou par service de messagerie.

Dans le cas d'actions dématérialisées, le droit des titulaires de ces actions d'assister à l'assemblée générale et d'exercer leurs droits de vote attachés à ces actions seront déterminés par référence aux actions détenues par ce titulaire à l'heure et la date prévues par les lois et les règlements luxembourgeois.

Article 30. Tenue des assemblées générales

L'assemblée générale des actionnaires sera présidée par une personne nommée par l'assemblée générale des actionnaires.

Le président de l'assemblée générale des actionnaires nommera un secrétaire.

L'assemblée générale des actionnaires élira parmi les actionnaires présents ou représentés un scrutateur.

Ils formeront ensemble le bureau de l'assemblée générale des actionnaires.

Article 31. Procès-verbal

Les minutes de l'assemblée générale des actionnaires seront signées par le président de réunion et le secrétaire.

Article 32. Exercice social

L'exercice social de la Société commencera le premier janvier et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Les comptes de la Société seront exprimés en EUR. Au cas où différentes compartiments ou classes d'actions sont émis conformément à l'Article 10 des présents Statuts et si les comptes de ces différentes compartiments ou classes d'actions sont exprimés dans des devises différentes, ces comptes seront convertis en EUR et additionnés pour les besoins de la détermination des comptes de la Société.

Article 33. Distributions

Dans les limites prévues par la loi et les Statuts, l'assemblée générale des actionnaires décidera, sur proposition du Conseil d'Administration, de l'usage à faire du résultat annuel et dans quelle mesure d'autres distributions (ou dividendes) doivent être faites.

Si le Conseil d'Administration a décidé, conformément aux dispositions de l'Article 6 ci-dessus, de créer, à l'intérieur de chaque compartiment, des classes d'actions dont l'une donne droit à des dividendes ("Actions de Dividendes") et l'autre ne donne pas droit à dividendes ("Actions de Capitalisation"), des dividendes ne peuvent en principe être déclarés et payés, conformément aux dispositions du présent Article, que pour les Actions de Dividendes, et aucun dividende ne peut en principe être déclaré ni payé pour les Actions de Capitalisation.

Les dividendes annoncés seront payés dans la devise et aux temps et lieux choisis par le Conseil d'Administration. Sur décision du Conseil d'Administration des acomptes sur dividendes peuvent être payés pour chaque classe d'actions aux conditions prévues par la loi.

Aucune distribution ne peut être faite à la suite de laquelle le capital de la Société deviendrait inférieur au minimum prescrit par la Loi de 2010.

Tout montant de dividendes non réclamés endéans les cinq ans de sa déclaration sera forclos et reviendra à la classe ou aux classes d'actions afférentes à chaque compartiment concerné.

Aucun intérêt ne sera payé sur un dividende déclaré par la Société et mis à disposition du bénéficiaire.

Toute distribution sera faite nette de tout précompte et taxes assimilables payables par la Société, en incluant, par exemple, toute retenue à la source sur les intérêts ou dividendes reçus par la Société ou tout impôt sur la plus-value, ou les retenue à la source sur tout investissement de la Société.

Article 34. Coûts supportés par la Société

La Société supportera tous les coûts engendrés par sa formation ou liés

à son fonctionnement, ainsi que toutes dépenses et frais décrits dans les présents Statuts ou dans le Prospectus.

La Société constitue une seule entité légale. Les actifs d'un compartiment ne seront redevables que des dettes, engagements et obligations relatives à ce compartiment. Les coûts qui ne peuvent être directement attribués spécifiquement à un compartiment seront chargés à parts égales à chaque compartiment.

Article 35. Liquidation de la Société

La Société peut, à tout moment être dissoute par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'article 37 ci-après.

Au cas où le capital viendrait à tomber sous les deux tiers du capital minimum indiqué dans les présents Statuts, la question de la dissolution de la Société doit être soumise à l'assemblée générale des actionnaires par le Conseil d'Administration. L'assemblée générale, à laquelle ne s'appliquera aucune condition de quorum, décidera à la majorité simple des voix valablement exprimées.

De plus, la question de la dissolution de la Société doit être soumise à l'assemblée générale des actionnaires au cas où le capital viendrait à tomber sous le quart du capital minimum indiqué dans les présents Statuts ; en ce cas, l'assemblée générale des actionnaires se tiendra sans aucun quorum et la dissolution pourra être décidée par les actionnaires détenant un quart des voix valablement exprimées.

Cette réunion doit être convoquée dans les quarante jours à compter de la constatation que le capital de la Société est tombé sous les deux tiers ou, le cas échéant, sous le quart du capital minimum.

Les actionnaires recevront de la banque dépositaire de la Société leur pro rata des actifs nets de la Société conformément aux dispositions de la Loi de 1915 et des présents Statuts.

La liquidation de la Société sera réalisée par un ou plusieurs liquidateurs, (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) et qui

seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Article 36. Liquidation et fusion de compartiments ou de classes d'actions.

Au cas où la valeur nette d'un compartiment ou la valeur nette d'une classe d'actions au sein d'un compartiment aurait, pour quelque raison que ce soit, diminué, ou n'aurait pas atteint, un montant fixé par le Conseil d'Administration comme étant le montant minimum pour tel compartiment ou telle classe d'actions pour être géré de manière rationnelle sur un plan économique ou en cas de changement substantiel dans l'environnement politique, économique ou monétaire ou au titre de mesure de rationalisation économique, qui suivant l'opinion du Conseil d'Administration rendrait une telle décision nécessaire, ou chaque fois que l'intérêt des actionnaires d'un compartiment ou d'une classe d'actions le commanderait, le Conseil d'Administration peut décider de clôturer et liquider un ou plusieurs compartiments ou classes d'actions dans l'intérêt des actionnaires ou de procéder au remboursement de toutes les actions de la classe ou des classes d'actions concernées à la valeur nette d'inventaire par action (en prenant en compte la valeur effective de réalisation des investissements ainsi que les coûts de réalisation) déterminée lors du Jour d'évaluation afférent à l'entrée en vigueur d'une telle décision. La Société publiera un avis aux détenteurs d'actions de la classe ou des classes d'actions concernées avant la date d'entrée en vigueur du rachat forcé ou de la liquidation; cet avis indiquera les raisons et la procédure du rachat forcé. Les actionnaires nominatifs seront avertis par écrit. Sauf s'il en est décidé autrement dans l'intérêt des actionnaires ou pour maintenir un traitement équitable entre les actionnaires, les actionnaires du compartiment ou de la ou des classes d'actions concernées peuvent continuer à demander le remboursement de leurs actions sans frais (tout en tenant compte des prix réels de réalisation des investissements et des coûts liés) avant la date d'entrée en vigueur du rachat forcé ou de la liquidation.

Nonobstant les pouvoirs accordés au Conseil d'Administration par le précéda nt paragraphe, l'assemblée générale des actionnaires de chaque compartiment, en toutes circonstances, disposera des pouvoirs, sur proposition du Conseil d'Administration, de procéder au remboursement des actions d'un compartiment et d'allouer aux actionnaires la valeur nette d'inventaire de leurs actions (tout en tenant compte des prix réels de réalisation des investissements et des coûts liés) déterminée au jour d'évaluation auquel cette décision prendra effet. Il n'y aura aucune exigence de quorum pour une telle assemblée générale des actionnaires, qui décidera à la majorité simple des voix présentes ou représentées votant lors de la réunion.

La Société prendra comme base pour le remboursement la valeur nette d'inventaire qui tiendra compte des frais de liquidation, mais sans déduction de commissions de remboursement ou autre frais.

Les actifs qui n'auront pas été distribués à leurs bénéficiaires suite à un remboursement seront déposés auprès de la Caisse de Consignation en faveur de leurs ayants droit.

Toute action remboursée sera annulée.

Le Conseil d'Administration peut également décider de consolider ou de diviser des classes d'actions dans tout type de classes d'actions. Cette décision sera publiée de la manière décrite au paragraphe consacré à la liquidation d'un compartiment ci-dessus et conformément aux lois et réglementations applicables.

Dans les mêmes circonstances que celles prévues au paragraphe consacré à la liquidation d'un compartiment ci-dessus, le Conseil d'Administration peut décider de réorganiser un compartiment en le divisant en deux ou en plusieurs compartiments. Une telle décision sera publiée conformément aux lois et réglementations applicables. Une telle publication sera normalement faite un mois avant la date à laquelle la réorganisation deviendra effective afin de permettre aux actionnaires de demander le rachat de leurs actions, sans frais, avant que l'opération entraînant la division en

deux ou plusieurs compartiments ne devienne effective.

Le Conseil d'Administration peut décider d'allouer les avoirs de tout compartiment à un autre organisme de placement collectif luxembourgeois soumis à la Partie I de la Loi de 2010 ou à la législation d'un état de l'Union européenne, ou de l'Espace Economique Européen, mettant en œuvre la Directive 2009/65/CE ou à un autre compartiment au sein de cet autre organisme de placement collectif.

Le Conseil d'Administration pourra toutefois décider que la décision sur la fusion sera soumise à l'assemblée générale et les décisions seront approuvées à la majorité simple des votes exprimés par les actionnaires présents ou représentés. Si à la suite d'une fusion d'un ou plusieurs compartiments la Société devait cesser d'exister, la fusion devra être décidée par résolution de l'assemblée générale des actionnaires statuant sans condition de quorum et à la majorité simple des votes exprimés par les actionnaires présents ou représentés.

Article 37. Modification des Statuts

Les présents Statuts pourront être modifiés par l'assemblée générale des actionnaires soumise aux conditions de quorum et de vote requises par La loi de 1915.

Article 38. Loi applicable

Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, seront régies conformément aux dispositions de la Loi de 1915 et la Loi de 2010. »

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Le premier exercice social commence en date de la constitution et se terminera le 31 décembre 2017.

La première assemblée générale annuelle aura lieu en 2018.

SOUSCRIPTION ET PAIEMENT

Les Statuts ayant été ainsi établis par la partie comparante, celle-ci a souscrit et intégralement libéré les parts sociales comme suit:

Souscripteur	Nombre d'actions	Paiement
Funds for Good S.A.	300	EUR 30.000
Total	300	EUR 30.000

Preuve du paiement du prix de souscription a été donnée au notaire instrumentant.

DEPENSES, EVALUATION

Les frais, dépenses, rémunérations, charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société du fait du présent acte sont évaluées à environ EUR 3.000,-.

RESOLUTIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

Et aussitôt, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au 1, rue du Potager, L-2347 Luxembourg.

2. Les personnes suivantes sont nommées Administrateurs de la Société jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle ayant à se prononcer sur les comptes de la Société pour l'exercice social se terminant au 31 décembre 2017:

– **Marc Verhaeren**, né le 3 octobre 1971 à Uccle, Belgique, demeurant professionnellement au 68, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg;

– **Patrick Somerhausen**, né le 5 février 1976 à Uccle, Belgique, demeurant professionnellement au 68, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg; et

– **Nicolas Crochet**, né le 8 avril 1976 à Etterbeek, Belgique demeurant professionnellement au 68, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

3. Que **PricewaterhouseCoopers**, société coopérative, avec siège social à 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, est nommé en tant que réviseur d'entreprise agréé de la Société jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle ayant à se prononcer sur les comptes de la Société pour l'exercice social se terminant au 31 décembre 2017.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous, connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ont signé avec le notaire le présent acte.

signé: J. LANNERS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 27 décembre 2016.
Relation: 1LAC/2016/41579
Reçu soixante-quinze euros
(75.- EUR)

Le Receveur (s) P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME -
Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 9 janvier 2017.